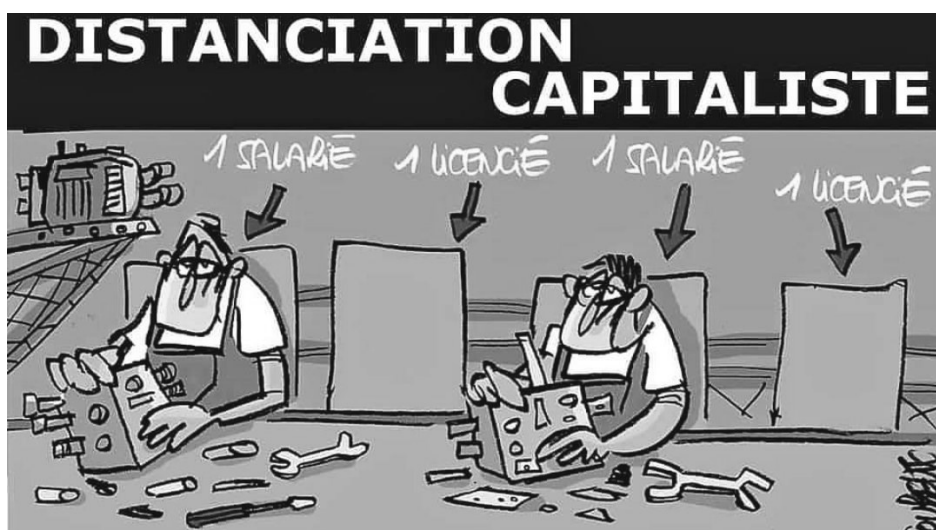


LICENCIATIONS L'UNION EUROPEENNE et les GROS ACTIONNAIRES,

PAS LES SALARIE(E)S, NI LE "PRODUIRE EN FRANCE"!



Malgré les milliards d'argent public alloués par l'Etat au grand patronat sous couvert d'emploi, des millions de postes sont en cours de suppression dans le pays, le patronat prétextant du COVID pour liquider des tas de sites et d'emplois... Des sites et des emplois qu'il envisageait déjà de supprimer avant l'épidémie. Si bien que les milliards de Macron et de Castex ne servent pas à sauver l'emploi mais à "accompagner" les licenciements... A l'arrière-plan, de cette liquidation géante du "produire en France" et de cette nouvelle tragédie pour la classe ouvrière et la jeunesse populaire, il y a :

- la volonté du MEDEF d'augmenter les profits capitalistes en employant moins de monde et en

faisant trimer plus que de coutume les travailleurs restant en poste; pour cela, le patronat veut baisser les salaires, aggraver les conditions de travail et faire exécuter la même production par moins d'ouvriers, de techniciens, d'employés et d'ingénieurs; ça s'appelle l'exploitation capitaliste!

- « *l'économie de marché ouverte sur le monde où la concurrence est libre et non faussée* » (inscrite dans tous les traités européens), qui tue le "produire en France", surexploite le tiers-monde, salope la planète et n'enrichit que les grands actionnaires
- la politique unique des Raffarin, Sarko, Hollande,

Macron et autres partisans de l'UE supranationale encouragés par le MEDEF: tout pour les capitalistes, des contre-réformes et des privatisations sans fin pour les travailleurs, avec quelques miettes "sociales" moisies pour permettre à Laurent Berger (le dirigeant jaune de la CFDT) de sauver les apparences de la "négociation".

C'est pourquoi le PRCF appelle les travailleurs à préparer partout un vaste mouvement de lutte "tous ensemble en même temps", public, privé, "gilets jaunes", militants politiques progressistes: toutes les boîtes qui licencient après avoir touché des subventions de l'Etat au titre de l'emploi doivent être sanctionnées, voire réquisitionnées par l'Etat, les grandes entreprises du CAC 40 etc. doivent être nationalisées (sans indemnités pour les gros actionnaires!), des pouvoirs étendus doivent être dévolus aux travailleurs; les sous-traitants des grosses boîtes (Airbus, Renault, PSA...) doivent être intégrés à la convention collective du donneur d'ordre.

N'acceptons aucune baisse de salaire sous prétexte de sauver l'emploi, c'est un marché de dupes, ils prennent notre argent et pour finir, ils délocalisent et licencient quand même!



Les congés et le covid propice aux PSE et aux licenciements

Profitant que les travailleurs sont en vacance et du Covid 19, Hop, Simra, Nokia, Conduent, Airbus, Sanofi, Air France, mettent en œuvre des PSE "Plan de sauvegarde de l'emploi".

L'offensive estivale du patronat contre les travailleurs n'en finit pas de s'allonger. Comme à chaque fois, la « nécessaire adaptation » à la nouvelle donne économique (hier à la « révolution » numérique, aujourd'hui aux conséquences de la crise sanitaire) est invoquée pour expliquer aux travailleurs qu'ils devront faire plus avec moins sous peine d'avoir à rejoindre leurs collègues licenciés et leurs familles sur le carreau.

Chez TUI, on ne licencie rien moins que 583 salariés sous prétexte d'industrie du tourisme décimée. L'annonce a pourtant de quoi surprendre chez le numéro 1 mondial du secteur qui détient 30 % de parts de marché et 3 milliards d'euros de capacité financière et dont la direction travaille à la cession de sa filiale française. La société Dérêchebourg, elle, ne déroge pas à la répugnante réputation qui la précède puisqu'elle mobilise les aspects les plus réactionnaires des

très rétrogrades ordonnances Macron sur les accords de performances collectives. Ainsi, c'est 163 salariés qu'elle a décidé de licencier car ils refusaient de baisser leurs salaires.

Néanmoins, les travailleurs se saisissent partout des questions relatives à leurs emplois et contestent le droit du patronat à régenter leurs vies :

- Les salariés de Monoprix comme ceux de Castorama ne comptent pas être les dindons de la farce de l'épisode confiné où ils s'étaient vu promettre primes, revalorisation et autres reconnaissances sonnantes et trébuchantes et dont ils souhaitent à présent voir la couleur.
- Ceux de Nokia en appelle à l'union des luttes avec les salariés des équipementiers téléphoniques et ceux des opérateurs pour se défendre contre la voracité d'actionnaires qui perçoivent de l'argent public tout en pratiquant le licenciement à grande échelle.
- Les salariés de Sanofi se sont joints à ceux de Nokia

lors de leur manifestation à Paris pour dénoncer une direction qui ne prend même plus la peine de maquiller les licenciements derrière la crise épidémique puisqu'elle le fait alors même que le chiffre d'affaire du groupe en profite largement.

- Les salariés de Renault refusent, quant à eux, le chantage patronal à la concurrence inter-sites (Choisy/Flins, Maubeuge/Douai) ou inter statuts (titulaires, prestataires, intérimaires) et appellent à une mobilisation large de tout le secteur pour défendre l'emploi.

Pour rouvrir la perspective politique révolutionnaire indispensable aux luttes, le PRCF appelle à dénoncer le capitalisme tout en appelant au **FREXIT PROGRESSISTE, car l'UE, si nous n'en sortons pas rapidement par la voie progressiste, c'est nous, la nation laborieuse, qui "y resterons"!**

SOUTENEZ LE PRCF ET LES JRCF, REJOIGNEZ LE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE !

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom:

Prénom:

Adresse:

CP:

Ville:

Courriel:

Téléphone:

A renvoyer à: PRCF, 8 rue du Clos Lapaume; 92 220; Bagneux